L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX, No 73 RUE DES CHARTRES.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MERCREDI MATIN, 27 NOVEMBRE.

Affaires des Frontières de l'Ouest.

Nous lisons dans nos dernières dépêches télégraphiques que la commission américaine, qui avait été chargée de faire enquête sur les dépédations commises à la frontière du Rio Grande, a terminé ses travaux et que le résultat en est consigné dans un long rapport à propos duquel les membres de la dite commission ont eu une conférence de deux heures avec le président Grant. Des explications détaillées leur ont été demandées et le Président a paru mettre un vif intérêt à traiter cette matière, une des plus importantes dont il puisse s'occuper en ce moment. Nous ajoutons que le pays tout entier aimera toujours mieux voir l'administration porter son attention sur les intérêts généraux que sur les faiusetés et les mensonges des carpet baggers qui ont été battus au Sud dans les dernières élections. Nous rendons cette justice à Grant que jusqu'à ce moment, il n'a prêté qu'une sourde oreille aux plaintes des radicaux de l'Alabama et de la Louisiane, et nous espérons qu'il ne tera rien pour changer violemment le résultat des élections dans ces deux Etats pas plus que dans le Texas ou la réprobation des carpet baggers par le peuple a été encore plus marquée.

Qu'on tenda à nous fortifier dans cette bonne opinion du président est justement l'attention qu'il prête aux affaires de la frontière mexicaine où tant de pillages ont été commis depuis des années aux dépens des honnêtes fermiers américains du Texas. Il est temps, amplement temps que ces outrages cessent et qu'une indemnité soit rigoureusement exigée non seulement comme justice actuelle, mais encore comme garantie d'avenir; car il est bien certain que lorsque le gouvernement mexicain se verra tenu pour responsable des torts commis, il sera plus sevère à l'égard de ses nationaux dont il s'empressera alors d'arrêter le brigandage, du moins dans la mesure de ses forces.

Le gouvernement du Mexique s'est excuse jusqu'ici, non pas précisément en disant, mais en laissant dire, et en laissant croire qu'il était trop faible pour s'occuper de choses qui se passaient à une si grande distance de Mexico.

Les Etats-Unis ne peuvent se payer plus longtemps de cette monnaie qui n'indemnise en rien les éleveurs de bestiaux ni les cultivateurs texiens. Ces éleveurs ont perdu souvent plus que des bestiaux. Ils ont été attaqués dans leurs propres personnes et beaucoup de familles ont été impunément massacrées par les brigands mexicains. Il est bien vrai, en outre, que ces brigands étaient soutenus secrètement par les troupes mexicaines en garnison sur la frontière et que ces troupes ont combiné souvent et exécuté des coups de main avec les voleurs de bestiaux et les détrousseurs de fermes américaines.

Il est vrai, et nous l'admettons, que le brigandage mexicain ne s'exerçait pas seulement à la frontière au détriment des établissements limitrophes. Il est vrai qu'il les incendiait en soufflant souvent et que le voleur mexicain ne faisait aucune distinction entre les propriétés nationales et les propriétés étrangères, mais si l'intérieur du Mexique se laissait piller sans merci, cela ne nous regardait pas et ce qui se passait d'un côté ne pouvait en aucune manière justifier ou faire excuser ce qui se passait de l'autre.

Sous Juarez, l'état social du Mexique était fortement troublé, nous ne l'ignorons pas; nous l'ignorons si peu que nous sommes surpris de voir encore le Mexique debout en dépit tant d'anarchie, de destitutions et de ruines. Juarez s'en est mêlé à tant de vitalité et d'énergie, pourquoi n'en met il pas un peu à réprimer le brigandage que ses nationaux commettent sur les terres d'autrui, au-delà des frontières? Les excuses ne sont pas toujours admissibles, et quand on n'a que cela à offrir comme indemnité en pareil cas, il faut s'attendre à des représailles sévères ou à des mesures de précaution qui mettent fin à tout danger pour l'avenir.

Dans ce cas, c'est le peuple américain qui souffre et qui est victime. Des commissaires spéciaux, envoyés pour prendre des renseignements authentiques, ont établi qu'on ne peut évaluer à moins de 20 millions les dommages causés par les incursions mexicaines des bandes le long du Rio Grande ou Rio Grande City, sur une étendue de 500 milles, sans compter les meurtres commis par les Mexicains. Et ce n'est pas tout.

Les mêmes commissaires sont d'avis que, si leur investigation se fut prolongée jusqu'à El Paso, il aurait été découvert que les pertes totales y comprises celles qui ont été causées par les Indiens, se lisent élevées à l'énorme somme de permil (sous). Nous disons "y comprises les pertes causées par les Indiens," car les Indiens en exerçant leur brigandage, trouvaient un refuge assuré au-delà de la frontière, et le gouvernement mexicain n'a ni assez de trepins de réprimer les déprédations indiennes pas plus que celles de ses propres nationaux, ce qui, évidemment, le rend responsable et des unes et des autres. En conséquence, les commissaires américains demandent qu'il soit envoyé des troupes, surtout de la cavalerie, pour empêcher la continuation du brigandage sur la frontière du Rio-Grande, et que cette force agisse seule suffisante pour protéger cette frontière des torches de ce fleuve à El Paso, distance immense et qui occasionera d'immenses frais, si on laisse le gouvernement mexicain à l'abri de toute responsabilité.

Pour le moment, le gouvernement américain ne peut rien faire, attendu que les allocations de l'armée sont épuisées, particulièrement le contingent affecté à la garde des frontières, mais il paraît que de nouveaux fonds seront demandés incessamment au Congrès pour continuer tout d'abord l'investigation entreprise, et ensuite pour opérer une protection en rapport avec le besoin des exploitations rurales des Américains dans le voisinage du Rio-Grande.

A vrai dire, il n'y a pas de protection possible avec la force armée. Cette protection coûterait trop, et il est certain qu'on y renoncerait bientôt. Il ne faudrait pas moins de 100,000 hommes pour faire face à des éventualités comme celles dont il est question, et même avec cela les établissements coloniaux ne jouiraient pas d'une sécurité complète. Il faut donc agir d'une autre manière, et l'on dirait que le nouveau président du Mexique, Lerdo de Tejada, a déjà compris le danger que court son pays dans le règlement de cette affaire, car il s'est empressé de manifester les dispositions les plus conciliatrices à ce sujet. Il a nommé une commission chargée de recueillir tous les renseignements possibles, et cette commission, déjà arrivée à Matamoros, a fait annoncer qu'elle était prête à recevoir toutes les dépositions qui lui seraient offertes, soit d'origine américaine soit d'origine mexicaine, l'impartialité lui étant recommandée comme le premier de ses devoirs.

Tout en reconnaissant dans cette mesure, prise hâtivement, l'habileté d'un homme qui, sans être président, avait déjà occupé une très grande place dans l'histoire contemporaine de sa nation, nous doutons que sa détermination, si prudente qu'elle soit, puisse conjurer l'orage. Nous adressons l'impartialité de l'enquête mexicaine; mais cette impartialité ne résoudra rien, parce qu'elle ne peut rien résoudre. Vraisemblablement dans les dépositions reçues il y aura des allégations diverses et ce qu'on appelle communément le pour et le contre. Si, d'un côté, l'on accuse Cortina d'avoir toléré le brigandage et même de l'avoir favorisé en le protégeant, de l'autre, nécessairement, on niera le fait et l'on affirmera que Cortina n'y fut jamais pour rien. Si, d'un côté, les dommages sont évalués à des millions, de l'autre, ils seront réduits à zéro. Si, d'un côté, l'on atteste le vol et le meurtre, de l'autre, on le niera, et l'on mettra l'effusion du sang sur le compte des Indiens. Si, d'un côté, l'on dit que tous ces brigandages ont été commis par des Mexicains, de l'autre, on dira que les Américains y ont eu leur part et que la plupart des chefs de bande étaient des Américains. En sorte qu'il sera bien difficile de voir clair en cette affaire, ce qui serait très avantageux pour la politique de Lerdo, car son but n'est autre que d'éviter le payement d'une indemnité pécuniaire tout en conservant les frontières mexicaines sans en abandonner un morceau. Juarez a maintenu ces frontières intactes bien qu'il ait toujours été assailli par mainites difficultés à la fois, et Lerdo qui commence avec la pacification générale du Mexique, ne voudrait pas dès son début, avoir à signer un démembrement territorial.

D'autre part, cependant, comment s'arrangera-t-il, si le gouvernement américain ne veut pas ajouter foi aux documents que doit remettre la commission mexicaine d'enquête, nommée évidemment, pour atténuer les faits consignés dans le rapport de la commission américaine? Lerdo sera-t-il en état de soutenir la commission si impartiale qu'elle ait pu être? Osera-t-il répondre: nous ne devons rien, ou nous ne devons que tant, et même en reconnaissant cette dette, nous ne pouvons vous la payer en ce moment. Attendez.

Il est bien clair qu'en disant cela, Lerdo ne pourrait donner aucune garantie pour la paix future de la frontière, ou à supposer qu'il pût envoyer un large corps de troupes sur les bords du Rio Grande, du sud au nord-ouest, il ne le ferait pas dans la crainte de voir ce corps d'armée se retourner contre le gouvernement central, comme cela est arrivé tant de fois sous ses prédécesseurs. Il y a bien liberté et république au Mexique, mais il n'y a pas cohésion morale, et c'est de manque de cohésion qui a empêché qu'aucune grande chose ait pu s'y accomplir jusqu'à présent. Peut-être, ce bienfait sera-t-il le résultat des lignes de chemins de fer qu'on doit y entreprendre et dont quelques-unes sont déjà en voie de construction, mais c'est là un des contingents de l'avenir, et le président Grant voudra-t-il attendre qu'un chemin de fer relie Mexico à la Nlle-Orléans, à Washington ou à New-York, pour demander le paiement d'une indemnité justement dûe? Nous en doutons, et le plus simple et le plus court règlement que nous puissions voir en cette affaire, c'est un abandon de terres qui rejette bien au-delà des limites actuelles et les invasions de bandits mexicains et les invasions de bandits indiens.—Nous avons déjà exposé ce plan dans un précédent article.

LA FRÉQUENCE DES MEURTRES AUX ETATS-UNIS.

Voici les réflexions qu'inspire au *Herald* de New York la fréquence des assassinats:

"Le meurtre semble devenir plus commun de jour en jour, et c'est peut-être parce que les meurtriers échappent trop souvent à la punition qu'ils méritent. Il y a maintenant, dans la prison des Tombes, trente personnes accusées d'homicide, et qui toutes, excepté Foster, le meurtrier Cornell, et Stokes, l'assassin de Fisk, ont été arrêtées depuis moins de sept mois. La geôle de Washington contient près du tiers de ce nombre, et les prisons des autres villes sont pleines d'individus accusés d'avoir répandu le sang humain. Le pistolet, le couteau et le casse-tête deviennent les arbitres de toutes les querelles. Foster, dans la fureur de l'ivresse, a percé un coup mortel à un gentleman inoffensif, dont il n'avait pas reçu la moindre provocation, et quoique sous le coup d'un verdict de culpabilité, il demande encore sa grâce deux années après avoir commis son crime. L'Affaire de Stokes est encore trop présente à l'esprit du public pour qu'il soit nécessaire de la commenter. Le drame dont Scannel est le héros est encore plus récent et moins excusable. Enfin voici King qui fut O'Neil pour le prix d'avoir porté témoignage sur le traitement brutal qu'il faisait subir à sa femme. Dans un grand nombre de ces cas, le crime a été inspiré par la haine; dans d'autres, c'est la vieille histoire de la jalousie et de la vengeance. La seule digue qu'on puisse opposer à ce débordement de crimes, c'est un châtiment prompt et sûr."

Le *Post* fait les réflexions suivantes:

"Les crimes capitaux sont plus fréquents ici qu'à Paris et à Londres dont le premier est plus de deux fois et l'autre plus de trois fois aussi grand que New-York, avec des populations qui, pour les habitudes grossières, vicieuses et brutales, ne valent pas mieux que notre métropole occidentale.

"A quoi faut-il attribuer cette différence?

"Une des causes les plus évidentes, c'est la liberté parfaite et l'impunité avec lesquelles on débite ici comme breuvage les plus abominables poisons. On a constaté par l'analyse chimique qu'une grande partie du whiskey, de l'eau-de-vie, du genièvre et des autres spiritueux vendus dans les cabinets et surtout dans les cabarets fréquentés par la classe plus pauvre, n'est que le résultat d'un des plus dangereux mélanges. L'huile de vitriol, l'acétate de plomb et l'antimo réactif du cuivre, au nombre des poisons les plus délétères sont des ingrédients ordinaires de ces composés diaboliques que le premier venu peut vendre, sans aucune restriction, en qualité de *rafraîchissements*, mais qui les pharmaciens n'ont la permission de débiter à l'état pur qu'avec les plus grandes précautions."

Après avoir dit le *Messager Franco-Américain*, signale l'horrible ivresse produite par ces drogues infernales comme une des causes de la multiplicité des crimes, le *Post* reconnaît, comme le *Herald*, que l'impunité presque assurée est une cause encore bien plus prolique de violences sanguinaires. Il finit par dire: "L'usurpation de l'autorité publique par l'émeute est toujours une chose déplorable, et généralement elle conduit au désordre révolutionnaire plutôt qu'à la réforme; mais nous n'osérions pas dire que quelques exécutions sommaires par les citoyens indignés n'auraient pas eu un bon effet pendant la décade que nous venons de traverser."

La loi de Lynch préconisée par un journal aussi sérieux que le *Post*, c'est assurément un symptôme des plus graves. Du côté de la *Tribune*, qui s'est souvent élevé avec contre la peine de mort, déclare qu'il est absurde de ne pas exécuter la loi pénale dans toute sa rigueur tant qu'elle existe dans le code.

LA VIE HUMAINE A NEW-YORK.

Il devient décidement très dangereux de séjourner à New-York. On risque d'être étranglé ou assommé le soir dans les rues ou bien de disparaître mystérieusement comme cela vient d'arriver à un citoyen du Kentucky, dont le *Courrier des Etats-Unis* raconte ainsi la disparition:

M. George Peoy, de Louisville, Kentucky, étant de passage à New-York, avait passé la soirée de mercredi de la semaine dernière dans Brandreth House, au coin de Canal street et Broadway, en compagnie d'un employé de cette maison, M. Martin, avec lequel il était lié depuis longtemps, et de M. Brinsley, commerçant âgé et très honorable de cette ville. Tous deux quittèrent dans Brandreth House. Ces trois messieurs furent pour ensemble au billard dans l'hôtel Ireland Star, de Lispenard street et revinrent vers minuit dans Brandreth House, où MM. Peoy et Martin restèrent plusieurs heures à causer en fumant. A 2 heures 20 minutes du matin, M. Peoy se retira pour rentrer dans l'hôtel Saint-Nicholas, où il logeait. M. Martin l'accompagna jusqu'à la porte, lui souhaita une bonne nuit et le suivit des yeux jusqu'à ce qu'il l'eut vu tourner pour traverser Canal street, dans la direction de l'hôtel Saint-Nicholas. Alors seulement M. Martin rentra, ne se doutant guère qu'il venait de voir son vieil ami pour la dernière fois. Depuis ce moment, on est sans nouvelle de M. Peoy. On remarque bien son absence à l'hôtel Saint-Nicholas, mais on en conçut aucune inquiétude, supposant que ses affaires pouvaient l'y voir retenu dans un autre quartier ou appelé subitement dans une autre ville.

Ce n'est qu'au bout de plusieurs jours que les amis de M. Peoy, alarmés par son absence prolongée, avertirent la police secrète et prévinrent par le télégraphe le Kentucky du départ, qu'il est jugé-de-paix à Louisville, et qui est accouru aussitôt à New-York, en jurant de retrouver son frère mort ou vif. Toutes les circonstances semblent malheureusement indiquer que si on le retrouve ce ne sera que mort. Il avait sur lui, au moment de sa disparition, une somme considérable, dont on ne sait pas le chiffre exact, mais qui, dans l'opinion de ses amis, devait être de 30 ou 40 mille dollars. Ce dont on est certain, c'est qu'il avait dans son porte-monnaie, notamment, une somme de $5,000, qu'il avait retirée le jour même de Brooklyn, et qui consistait en 4 greenbacks de $500, 4 de $100 et 6 de $50. Les boutons de chemises étaient deux perles valant $300, et il avait dans son gousset une montre d'or. On a lieu de croire que M. Peoy, depuis son arrivée à New-York, était épié par une femme appartenant à une bande de malfaiteurs, que cette femme l'a conduit dans le quartier de Brooklyn et qu'il a ainsi ses complices, lesquels l'auraient attendu au sortir de Brandreth House, où il passait régulièrement son soir, et l'auraient étourdi avec du chloroforme, jeté dans une voiture et transporté dans un endroit où le bandit eut pu le dévaliser à leur aise et l'égorger, après quoi ils auraient fait disparaître le corps en le lançant dans la rivière avec une pierre au cou, ou en l'emportant dans une malle, système Rosenzweig.

Cette théorie est lugubre, mais c'est la plus probable et la seule que veuillent admettre les détectives chargés des investigations. L'hypothèse que M. Peoy, ayant terminé ses affaires, serait reparti sans le fait qu'en sortant, jeudi matin, de Brandreth House, il dit à M. Martin qu'il reviendrait le soir lui demander sa revanche au billard. D'ailleurs, en cas de départ, il aurait à coup sûr donné depuis de ses nouvelles à quelqu'un de ses nombreux amis de New-York.

La police avait remarqué depuis plusieurs jours deux messieurs parfaitement vêtus qui se tenaient constamment aux abords de l'hôtel Saint-Nicholas et qui n'ont pas été revus dans ces parages depuis la singulière disparition que nous venons de rapporter. On suppose qu'ils guettaient M. Peoy et qu'ils seraient parfaitement en mesure de dire ce qu'il est devenu. L'un de ces messieurs a, dit-on, été arrêté hier soir.

—Un bout de statistique emprunté au *Constitutionnel*:

Sur une période de 153 ans, l'Angleterre en a eu 95 de guerre, qui lui ont coûté 72 milliards 537 millions, dont 51,725,000,000 ont été payés avec les propres ressources de l'Etat et le reste, c'est-à-dire 20,210,000,000 au moyen d'un emprunt.

—On amène devant le commissaire de police un individu accusé de plusieurs vols qualifiés.

—Prévenu, votre profession?

—Homme de confiance mon président!

SPECTACLES, &c.

Théâtre de l'Opéra.

L. BLACHE CARNOMBE.....Directeur.
Jeudi, 28 Novembre 1872,
LA BARBIER DU MARDI GRAS.
Opéra-Bouffe en 4 actes.
MADAME ATTEND MONSIEUR.
Opéra-Bouffe en un acte.
AU PERTOIRE: Les Cloches de Corneville.
Les portes s'ouvrent ouvertes à 6 1/2 heures. On commencera à 8 heures.
Demain, 29—Matinée à midi. 2Nov—

Théâtre St-Charles.

Propriétaire.....Rue de Bas.
Directeur-Gérant.....F. G. Chanfrau.
Mercredi soir, 27 novembre,
La nouvelle pièce intitulée KIT, the Arkansas traveller—M. CHANFRAU jouera le rôle de Kit Rackett.
VENDREDI soir—Bénéfice de M. Chanfrau.
SAMEDI—Matinée "KIT"
Les prix, comme d'habitude. — Les portes s'ouvrent à sept heures Rideau un quart et l'ouverture commence à huit heures Rideau un quart.
2Nov

Académie de Musique.

Inauguration des Représentations dramatiques.
Engagement de la jeune Tragédienne Américaine,
Mr FRANK MAYO.
Lundi soir, 25 novembre 1872,
HAMLMET, Prince of Danemark.
Mr. MAYO jouera le rôle de Hamlet.
Mardi—RICHELIEU.
Mercredi—OTHELLO.
Vendredi—Bénéfice de Mr. MAYO.
Samedi, à midi—Grande Matinée.
24 nov—1Dr

Théâtre des Variétés.

Directeur.....Lawrence Bartett
Mlle CLARA MORRIS,
Lundi, 25 novembre,
Et jusqu'à nouvel ordre, dans le rôle de
"ARTICLE 47."
Vendredi, 29 nov.—Bénéfice de Mlle CLARA MORRIS.
Lundi, 2 déc.—JOHN T. RAYMOND, dans la nouvelle pièce intitulée
POBRIDDEN FRUIT.
Directeur.....Lorraine Rogers.
24 nov1Dr

SALLE DE L'EXPOSITION.

SECOND GRAND CONCERT
—DE—
Madame CAMILLA URSO,
Jeudi 28 Novembre,
Et une Matinée, Samedi, 30 Novembre.
La célèbre artiste sera assistée par
Madame COMBS, soprano;
Mlle PAULINE LUCCA, contralto,
Mr MEYER, tenor, et
Mr. VAN HUFFELEN, basso cantante.
— Pianistes —
Mlle ROMEY et Mlle LEBLANC.
— Flûtiste —
Mr. D'AQUIN, élève de Mr Carrière.
— Directeur des Concerts —
Mr. G. COLLIGNON.
ADMISSION.....1 Dollar.
Places réservées.....Un Dollar et demi.
Places réservées en vente au magasin de Mr. GRUNEWALD.
Les portes seront ouvertes à sept heures et un quart et le Concert commencera à huit heures précises.
27 nov 7

LE SIXIÈME ANNIVERSAIRE

—DE—
L'ASSOCIATION
De Bienfaisance Mutuelle du
PELICAN
AURA LÉLÈBRE PAR UN
Grand Bal Paré et Masqué,
Le Samedi, 7 Décembre 1872,
—Dans la nouvelle
SALLE DE LA PARFAITE UNION,
Située
RUE DES REMPARTS,
Entre les rues St-Philippe et Hamaker.

DIRECTEURS:

A.L. Tissot,	Delphin Honveou,	Emile Dalmas,
Rile Lambert,	Aug. Salaun,	Mazeau,
Jules Michel,	Jos. Rivière,	F. Bonnecaze,
John H Tourné,	E. Dérit,	F. Pontcharta
Jean Mayer,	E. Delery,	L. Bert,
F. Marques,	E. Jolivet,	J. Chapron,
J. E. Ducros,	L. Carrère,	John A. Bistat,
J. Castillon,	W. F. Lonzale,	A. Bouldin
J. T. Deagnis,	L. Cancy,	A. Malin,
E. J. Foulon,	W. F. Gaudin,	A. Bogelin
G. Blumstein,	L. Forest,	A. Montgomville,
T. Lewis,	F. Vilmenan,	M. T. Ducros,
E. Mayer,	Jos. Dufour,	Jos. Dufour,
J. Trosclair,	R. Cuirot Deys,	J. J. Laurent,
J. Lambert,	E. Vernon,	J. Ducros,
J. Bn. Augustin,	P. Bartis,	Cha. Leon,
J. Baumann,	J. Bissiaire,	L. Lowengardt
J. Hamilton,	E. Dufort,	Cha. Ducros,
F. K. Ducros,	Cha. Merrillat,	A. Roman,
Jos. Pascal,	J. A. Dérit,	J. Fazende,
T. Welsh,	T. N. Cassagne,	G. Lant,
F. Dutergnan,	Cha. Vignaud,	Jas. Darier,
Cha. Landumiey,	J. N. Tondut,	Jos. Dufour,
B. Parody,	J. A. Guéhard,	Jules Gaslin,
Jos. Schumacher,	F. E. Vernon,	J. M. Ducros,
Cha. Sagot,	A. Alciator,	H. Sandor,
J. P. Gaudin,	J. Lascary,	A. Bonnet,
L. R. Sassinot,	Jas. Campbell,	Isidore Bours,

On peut se procurer des invitations de dames en s'adressant à l'un des Directeurs ou à MM. L. Tissot, 5, rue Conti; Jules Michel, pharmacien, coin Dumaine et Treme; John A. Bistat, 121, rue du Canal; J. L. Barjac, 176 rue du Camp; V. Vignaud, coin Dumaine et Burbigny; F. Schumacher, coin Dauphine, 8; Parody, coin de Marais; J. Castillon, coin Bourbon et Dauphine; P. Barthis, coin Dauphine et Bienville, 146 Dauphine.

La société se réunit tous les dimanches, à 11 heures A. M., dans sa salle, rue St. Philippe, No 48, le Mercredi et le Vendredi à 7 1/2, rue Dauphine, coin Bienville. Les membres honoraires, ceux Dauphine et Tremé, pour délivrer les invitations de dames.

Aucune dame ne sera admise sans une carte personnelle.

Prix du Billet.....$3 00
14 nov—au 7 déc

GRAND BAL
Paré et Masqué
—DONNÉ PAR—
La Société Française d'Assistance Mutuelle de Jefferson,
—DANS LA SALLE—
DES ODD-FELLOWS,
LE SAMEDI SOIR, 30 NOVEMBRE 1872.

—COMITÉ D'INVITATION—
Jean Pelap, L. E. Marchand, Andre Mailhes, Jean Boudic, Jr, Etienne, Sylvain Velpeau, Guay, Maybe, P. Gendre, Louis Grégoire, Jean Dufay, Pantou.

Prix du billet.....$2
Les propositions cachetées, pour la location du restaurant du Bal, seront reçues jusqu'à midi, ce jour, à la salle, au No 69, rue du Canal, au premier étage.
25nov 4t22

Grand Bal Paré et Masqué.

CINQUIÈME BAL ANNUEL DE LA SOCIÉTÉ DE BIENFAISANCE DES COMMIS.

SAMEDI SOIR, 30 NOVEMBRE 1872,
A la Salle de l'Exposition, rue St. Charles.

—DIRECTEURS—

T. W. Collens,	V. Nipp fils,
Chas. Leighton,	H. Rosnabel,
W. M. Smallwood,	C. H. Slocomb,
L. W. Baquié,	S. H. Moody,
H. Kern,	B. T. Walshe,
C. De La Bretonne,	J. C. Waide.

—COMITÉ D'ARRANGEMENT—
J. E. Norris, président.

A. B. Daimel,	P. Tamez Jr.,
A. Lassalle,	N. B. Phelps,

Les demandes d'invitation doivent être laissées à la salle, No 2 de la rue Carondelet, au premier ou au Gilsas Box No 2252 du Bureau de Poste.

Les propositions pour la location de la Buvette, à l'Entrée du Restaurant et du Vestiaire doivent être jetées au même endroit.

Le Comité se réserve le droit de refuser d'admettre qui bon lui semble.
10 nov—1m

JULIUS LOEFFLER,
43.....RUE ROYALE.....43

POSEUR et Marchands d'Installation de Gaz. Il a constamment en main un stock complet d'installations, de globes, etc.

Il se charge de rebronzer et redorer les montres et les installations de toute espèce.

Bon travail sur garan 8 déc.

DÉPOT
De la Compagnie de Manufacture de Papier de la Louisiane.

150.....RUE DE LA COMMUNE.....150

Papier d'imprimerie, papier de Manilla, papier à échantillons de coton, &c.

Sacs en Papier, de toutes grandeurs,
A vendre aux plus bas prix.

On reçoit et exécute promptement, au dépôt ce commandes de papier. 5 nov—1m

GARANTIES,

Nous garantissons que toutes les PLUMES EN OR qui portent notre nom sont en or 18 carats et donnent en l'usage les meilleures notes en ut-dièse et diminuent en l'usage les meilleures notes.

A. M. HILL & CO.,

Fabricants de PLUMES EN PORTE-PLUMES Bureau, No 36 de la rue St. Charles, coin Commercial Place.

Elles rendent les notes des Pianos en or, ainsi que les notes des Pianos en or.

Elles ne rouillent pas et n'ont pas de rouille.

Elles ne rouillent pas et n'ont pas de rouille.

Elles ne rouillent pas et n'ont pas de rouille